

3° het identificeren en voorstellen van gezamenlijk gebouwde, innoverende, transdisciplinaire en gecoördineerde oplossingen ter ondersteuning van deze strategie;

4° een uitwisseling van informatie tussen de verschillende actoren die betrokken zijn bij de voeding mogelijk te maken;

5° adviezen uitbrengen op het gebied van duurzame voeding;

6° de analyse, het kapitaliseren en het verspreiden van opkomende goede praktijken binnen lokaal opererende voedselbeleidsraden.

§ 4. Lid zijn van het "CwAD" en deelnemen aan zijn vergaderingen geeft geen recht op een presentiegeld."

Art. 9. In hetzelfde hoofdstuk, wordt een artikel 9/2 ingevoerd, luidend als volgt :

"Art. 9/2. § 1. De Regering kan aan elke natuurlijke of rechtspersoon subsidies toekennen om de uitwerking, de toepassing en de voortzetting van de Waalse strategie "Manger demain" naar een duurzaam voedingssysteem te ondersteunen.

§ 2. De door de subsidie gedekte uitgaven zijn van financiële aard.

§ 3. Om voor de subsidie in aanmerking te komen, moet de rechtspersoon of natuurlijke persoon :

1° aantonen dat het gesubsidieerde project of de gesubsidieerde activiteit in overeenstemming is met de maatregelen die zijn vastgelegd bij de Waalse strategie "Manger demain", naar een duurzaam voedselsysteem;

2° nagaan hoe het project het mogelijk maakt de maatregelen bepaald bij de Waalse strategie "Manger demain" naar een duurzaam voedingssysteem te bereiken.

§ 4. De subsidie mag niet hoger zijn dan de werkelijke kosten van de gesubsidieerde activiteit of het gesubsidieerde project. De Regering kan de bedragen of de modaliteiten voor de berekening van de subsidie vaststellen.

§ 5. Elke subsidieaanvraag moet worden ingediend op basis van een volledig dossier. De aanvraag geeft aanleiding tot een beslissing binnen een termijn van vier maanden na de datum waarop het dossier volledig is."

HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepaling*

Art. 10. De eerste Waalse strategie "Manger Demain", naar een duurzaam voedingssysteem is begonnen in 2018.

De volgende Waalse strategieën inzake duurzame ontwikkeling zullen verwijzen naar de thema's inzake transitie.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement 1326 (2018-2019) Nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, openbare vergadering van 30 april 2019.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203471]

2 MAI 2019. — Décret modifiant le décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable et le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant le décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable*

Article 1^{er}. L'intitulé du décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable est remplacé par ce qui suit :

" Décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable et aux thématiques de transition en émanant ".

Art. 2. La dernière phrase de l'article 1^{er} du même décret est complétée par ce qui suit : « et des thématiques de transition en émanant. ».

Art. 3. L'article 2 du même décret est complété par les 5^o, 6^o et 7^o, rédigés comme suit :

« 5^o une « stratégie wallonne « Manger Demain », vers un système alimentaire durable » : un document présentant une vision globale, une méthodologie de travail, des actions de gouvernance, une identité commune et un axe thématique prioritaire, gage de cohérence et d'efficacité dans la transition vers un système alimentaire durable;

6^o un « système alimentaire durable » : un système qui rencontre l'ensemble des objectifs du référentiel « Vers un système alimentaire durable en Région wallonne » tout en respectant ses principes généraux;

7^o « le CwAD » : le Collège wallon de l'Alimentation durable. »;

8^o « thématique de transition » : une thématique qui constitue un pilier de la stratégie de développement durable visant à poursuivre les objectifs décrits de manière générale dans cette dernière et étant un tremplin pour une thématique spécifique telle que l'alimentation, l'énergie, les ressources, la mobilité, la construction...

Art. 4. Les articles 3 à 8 du même décret sont groupés sous un chapitre I^{er}/1 intitulé « Stratégie wallonne de développement durable ».

Art. 5. Dans le même décret, il est inséré, après l'article 8/1, un chapitre 1^{er}/2 intitulé « Thématique de transition : Stratégie " Manger Demain " vers un système alimentaire durable ».

Art. 6. Dans le chapitre I^{er}/2, inséré par l'article 5, l'article 9 du même décret, abrogé par le décret du 17 juillet 2018, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 9. § 1^{er}. Tous les trois ans une nouvelle thématique prioritaire de concentration des efforts en termes d'alimentation durable est définie par le CwAD. Cette nouvelle thématique, accompagnée de son plan d'actions spécifique, est présentée par le CwAD pour approbation au Gouvernement. En même temps, un bilan du plan d'actions précédent est présenté par le CwAD au Gouvernement.

§ 2. Tous les cinq ans, une évaluation globale de la stratégie wallonne « Manger demain », vers un système alimentaire durable est présentée par le CwAD pour approbation au Gouvernement.

Sur base de cette évaluation, des assises de l'alimentation durable sont organisées en Région wallonne afin de consulter divers acteurs.

Suite à ces assises de l'alimentation, un rapport est réalisé par le CwAD. Ce rapport identifie les leviers d'action et est présenté au Gouvernement.

Les assises de l'alimentation font l'objet d'une présentation au Parlement wallon.

§ 3. Tous les dix ans, en fonction des résultats des actions menées aux paragraphes 2 et 3, la stratégie wallonne « Manger demain », vers un système alimentaire durable est revue. La révision de cette stratégie est présentée par le CwAD pour approbation au Gouvernement. ».

Art. 7. Dans le même chapitre du même décret, il est inséré un article 9/1 rédigé comme suit :

" Art. 9/1. § 1^{er}. De manière à assurer l'implication des acteurs dans le suivi de la stratégie wallonne " Manger Demain ", vers un système alimentaire durable, le CwAD est institué.

§ 2. Le Gouvernement désigne les membres du CwAD sur proposition du ministre ayant l'Environnement dans ses compétences. Sans préjudice de l'article 2 du décret 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, les règles suivantes sont applicables à la composition du CwAD :

1^o le CwAD comprend au maximum quarante membres;

2^o le CwAD est composé de représentants issus des catégories suivantes :

- a) catégorie A : constituée des autorités politiques tous niveaux de pouvoir confondus;
- b) catégorie B : constituée des administrations publiques et organismes d'intérêts publics régionaux;
- c) catégorie C : constituée des fédérations interprofessionnelles et associations professionnelles;
- d) catégorie D : constituée du secteur associatif;
- e) catégorie E : constituée du secteur de la recherche;
- f) catégorie F : constituée du secteur des entreprises agricoles;
- g) catégorie G : constituée du secteur des entreprises autres qu'agricoles;
- h) catégorie H : constituée de citoyens et de consommateurs.

Chacune de ces catégories ne peut représenter plus de vingt-cinq pourcent de l'ensemble des membres;

3^o un appel à candidatures est publié par le Service public de Wallonie, Direction du Développement durable. Les candidats disposent d'un délai de quinze jours à dater de la publication pour envoyer une lettre de motivation au nom de la structure qu'ils représentent, ainsi qu'un curriculum vitae au ministre ayant l'Environnement dans ses compétences. La lettre de motivation précise pour quelle catégorie visée au 3^o le candidat postule;

4^o Si plus de quarante candidatures sont reçues ou que la limite de vingt-cinq pourcents fixée au 2^o, alinéa 2, est dépassée par catégorie, le Gouvernement, sur proposition du Ministre de l'Environnement, examine les candidatures et désigne les membres en assurant la plus-value du candidat, une diversité et un équilibre au regard :

a) de la chaîne de valeur alimentaire : production, transformation, distribution, restauration et consommation, pour les catégories C, F, G et H;

b) de la provenance des membres et de leur connaissance et compétence en matière de transition écologique, agriculture, environnement, aménagement du territoire, santé, action sociale, économie, recherche et formation, éducation..., pour les catégories A, B, C, D et E.

§ 3. Le CwAD a pour missions :

1^o d'évaluer la mise en œuvre de la stratégie wallonne " Manger demain ", vers un système alimentaire durable, d'en faire le cas échéant des propositions d'amélioration et d'amendement;

2^o sur base des évaluations, d'élaborer des propositions d'évolution de cette stratégie;

3° d'identifier et de proposer des solutions co-construites, innovantes, transdisciplinaires et coordonnées au service de cette stratégie;

4° de permettre un échange d'informations entre les différents acteurs liés à l'alimentation;

5° d'émettre des avis dans le domaine de l'alimentation durable;

6° d'analyser, de capitaliser et de diffuser les bonnes pratiques émergentes au sein des conseils de politiques alimentaires fonctionnant au niveau local.

§ 4. Le fait d'être membre du CwAD et de participer à ses réunions ne donne pas droit à des jetons de présence. ».

Art. 8. Dans le même chapitre, il est inséré un article 9/2 rédigé comme suit :

« Art. 9/2. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer des subventions à toute personne morale ou physique afin de soutenir l'élaboration, l'application et la poursuite de la stratégie wallonne « Manger Demain », vers un système alimentaire durable.

§ 2. Les dépenses couvertes par la subvention sont de nature financière.

§ 3. Pour bénéficier de la subvention la personne morale ou physique doit :

1° démontrer l'adéquation du projet ou de l'activité subventionné au regard des mesures définies par la stratégie wallonne « Manger demain », vers un système alimentaire durable;

2° identifier en quoi le projet permet l'atteinte des mesures définies par la stratégie wallonne « Manger demain », vers un système alimentaire durable.

§ 4. La subvention ne peut pas dépasser les coûts réels engendrés par l'activité ou le projet subventionné. Le Gouvernement peut fixer les montants ou les modalités de calcul de la subvention.

§ 5. Toute demande de subvention doit être réalisée sur base d'un dossier complet. La demande donne lieu à une décision dans un délai de quatre mois à compter du moment où le dossier est complet. ».

CHAPITRE II. — *Disposition modificative du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative*

Art. 9. L'article 1^{er}, 3°, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, remplacé par le décret du 16 février 2017, est complété par ce qui suit :

« t) Collège wallon de l'Alimentation durable ».

CHAPITRE III. — *Disposition transitoire*

Art. 10. La première stratégie wallonne « Manger Demain », vers un système alimentaire durable débute en 2018.

Les stratégies wallonnes de développement durable suivantes feront référence aux thématiques de transition.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2019.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

Le Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1325 (2018-2019) N^{os} 1 à 8.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2019.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203471]

2. MAI 2019 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 27. Juni 2013 über die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung und des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I. — *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 27. Juni 2013 über die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung*

Artikel 1 - Der Titel des Dekrets vom 27. Juni 2013 über die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung wird durch folgendes ersetzt:

“Dekret vom 27. Juni 2013 über die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung und über die daraus entstehenden Übergangsthemen”.

Art. 2 - In dem letzten Satz von Artikel 1 desselben Dekrets wird die Wortfolge “einer regionalen Strategie für nachhaltige Entwicklung bestimmt” durch die Wortfolge “einer regionalen Strategie für nachhaltige Entwicklung und der daraus entstehenden Übergangsthemen bestimmt” ersetzt.

Art. 3 - Artikel 2 desselben Dekrets wird durch die Ziffern 5, 6 und 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

5° eine wallonische Strategie “Unser Essen von morgen - hin zu einem nachhaltigen Ernährungssystem”: ein Dokument, das eine globale Vision, eine Arbeitsmethode, Politikgestaltungsmaßnahmen, eine gemeinsame Identität und eine prioritäre thematische Achse vorstellt und Kohärenz und Effizienz beim Übergang zu einem nachhaltigen Ernährungssystem gewährleistet;

6° ein “nachhaltiges Ernährungssystem”: ein System, das alle Ziele des Referenzrahmens “Hin zu einem nachhaltigen Ernährungssystem in der Wallonischen Region” unter Beachtung seiner allgemeinen Grundsätze erfüllt;

7° “das CwAD”: das Wallonische Kollegium für nachhaltige Lebensmittel (“Collège wallon de l’Alimentation durable”).;

8° “Übergangsthema”: ein Thema, das einen Pfeiler der Strategie für nachhaltige Entwicklung bildet, um die in letzterem allgemein beschriebenen Ziele zu verfolgen, und das ein Ausgangspunkt für ein bestimmtes Thema wie Ernährung, Energie, Ressourcen, Mobilität, Bauwesen usw. ist.

Art. 4 - Die Artikel 3 bis 8 desselben Dekrets sind in Kapitel I/1 “Wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung” zusammengefasst.

Art. 5 - In dasselbe Dekret wird nach Artikel 8/1 ein Kapitel 1/2 mit dem Titel “Übergangsthema: Strategie “Unser Essen von morgen - hin zu einem nachhaltigen Ernährungssystem” eingefügt.

Art. 6 - In Kapitel I/2, eingefügt durch Artikel 5, wird Artikel 9 desselben Dekrets, aufgehoben durch das Dekret vom 17. Juli 2018, in folgendem Wortlaut wieder aufgenommen:

“Art. 9 - § 1. Alle drei Jahre wird von dem CwAD ein neues Schwerpunktthema für die Konzentration der Anstrengungen im Bereich nachhaltige Lebensmittel definiert. Dieses neue Thema wird zusammen mit seinem spezifischen Aktionsplan von dem CwAD zur Genehmigung durch die Regierung vorgelegt. Gleichzeitig wird der Regierung von dem CwAD eine Auswertung des vorherigen Aktionsplans vorgelegt.

§ 2. Alle fünf Jahre wird von dem CwAD eine globale Beurteilung der wallonischen Strategie “Unser Essen von morgen - hin zu einem nachhaltigen Ernährungssystem” zur Genehmigung durch die Regierung vorgelegt.

Auf der Grundlage dieser Beurteilung wird in der Wallonischen Region eine Konferenzveranstaltung über nachhaltige Lebensmittel organisiert, um verschiedene Interessengruppen zu konsultieren.

Im Anschluss an diese Lebensmittelkonferenz wird von dem CwAD ein Bericht erstellt. Dieser Bericht identifiziert die Handlungsmöglichkeiten und wird der Regierung vorgelegt.

Die Lebensmittelkonferenz wird dem Wallonischen Parlament vorgestellt.

§ 3. Alle zehn Jahre wird auf der Grundlage der Ergebnisse der in den Paragraphen 2 und 3 durchgeführten Maßnahmen die wallonische Strategie “Unser Essen von morgen - hin zu einem nachhaltigen Ernährungssystem” überarbeitet. Die Überarbeitung dieser Strategie wird von dem CwAD zur Genehmigung durch die Regierung vorgelegt.”.

Art. 7 - In demselben Kapitel desselben Dekrets wird ein Artikel 9/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 9/1 - § 1. Um die Beteiligung der Interessengruppen an der Umsetzung der wallonischen Strategie “Unser Essen von morgen - hin zu einem nachhaltigen Ernährungssystem” sicherzustellen, wird das CwAD gegründet.

§ 2. Die Regierung benennt die Mitglieder des CwAD auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört. Unbeschadet von Artikel 2 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion sind folgende Regeln auf die Zusammensetzung des CwAD anwendbar:

1° Das CwAD umfasst höchstens vierzig Mitglieder;

2° Das CwAD setzt sich aus Vertretern der folgenden Kategorien zusammen:

a) Kategorie A: zusammengesetzt sich aus politischen Gremien auf allen Machtebenen;

b) Kategorie B: zusammengesetzt sich aus öffentlichen Verwaltungen und regionalen Einrichtungen von öffentlichem Interesse;

c) Kategorie C: zusammengesetzt sich aus interprofessionellen Verbänden und Berufsverbänden;

d) Kategorie D: zusammengesetzt sich aus dem Vereinigungswesen;

e) Kategorie E: zusammengesetzt sich aus dem Forschungssektor;

f) Kategorie F: zusammengesetzt sich aus dem Bereich der Landwirtschaftsunternehmen;

g) Kategorie H: zusammengesetzt sich aus dem Bereich der Unternehmen mit Ausnahme der Landwirtschaftsunternehmen;

h) Kategorie H: zusammengesetzt sich aus Bürgern und Verbrauchern.

Jede dieser Kategorien darf nicht mehr als fünfundzwanzig Prozent der Gesamtzahl der Mitglieder ausmachen;

3° Ein Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen wird von der Direktion der nachhaltigen Entwicklung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht. Die Bewerber verfügen über eine Frist von fünfzehn Tagen ab dem Datum der Veröffentlichung, um ein Motivationsschreiben im Namen der von ihnen vertretenen Struktur sowie einen Lebenslauf an den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, zu senden. In dem Motivations-schreiben ist angegeben, für welche Kategorie von Ziffer 3 der Bewerber sich bewirbt;

4° Wenn mehr als vierzig Bewerbungen eingehen oder wenn die in Absatz 2 von Ziffer 2 pro Kategorie festgelegte Grenze von fünfundzwanzig Prozent überschritten wird, prüft die Regierung auf Vorschlag des Ministers für Umwelt die Bewerbungen und ernennt die Mitglieder, wobei sie den Mehrwert des Bewerbers, die Diversität und das Gleichgewicht in folgenden Aspekten gewährleistet:

a) die Lebensmittelwertschöpfungskette: Erzeugung, Verarbeitung, Vertrieb, Versorgung und Verbrauch für die Kategorien C, F, G und H;

b) die Herkunft der Mitglieder und ihre Kenntnisse und Kompetenzen in den Bereichen ökologischer Wandel, Landwirtschaft, Umwelt, Raumordnung, Gesundheit, soziales Handeln, Wirtschaft, Forschung und Ausbildung, Bildung..., für die Kategorien A, B, C, D und E.

§ 3. Die Aufgaben des CwAD sind Folgende:

1° die Umsetzung der wallonischen Strategie "Unser Essen von morgen - hin zu einem nachhaltigen Ernährungssystem" beurteilen und gegebenenfalls Verbesserungs- und Änderungsvorschläge unterbreiten;

2° auf der Grundlage der Beurteilungen Vorschläge für die Weiterentwicklung dieser Strategie entwickeln;

3° gemeinsam konzipierte, innovative, fachübergreifende und koordinierte Lösungen zur Unterstützung dieser Strategie ermitteln und vorschlagen;

4° einen Informationsaustausch zwischen den verschiedenen an der Ernährung beteiligten Akteuren ermöglichen;

5° Stellungnahmen im Bereich der nachhaltigen Ernährung abgeben;

6° aufkommende bewährte Praktiken in den auf lokaler Ebene tätigen Räten für Lebensmittelpolitik analysieren, nutzen und verbreiten.

§ 4. Die Mitgliedschaft in dem CwAD und die Teilnahme an dessen Sitzungen verleiht kein Anrecht auf ein Anwesenheitsgeld."

Art. 8 - In dasselbe Kapitel wird ein Artikel 9/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 9/2 - § 1. Die Regierung kann jeder juristischen oder natürlichen Person Subventionen gewähren, um die Entwicklung, Umsetzung und Verfolgung der wallonischen Strategie "Unser Essen von morgen - hin zu einem nachhaltigen Ernährungssystem" zu unterstützen.

§ 2. Die durch die Subvention gedeckten Ausgaben sind finanzieller Art.

§ 3. Um in den Genuss der Subvention zu gelangen, muss die juristische oder natürliche Person

1° die Angemessenheit des Projekts oder der subventionierten Tätigkeit im Hinblick auf die in der wallonischen Strategie "Unser Essen von morgen - hin zu einem nachhaltigen Ernährungssystem" definierten Maßnahmen nachweisen;

2° identifizieren, wie das Projekt die Umsetzung der in der wallonischen Strategie "Unser Essen von morgen - hin zu einem nachhaltigen Ernährungssystem" definierten Maßnahmen ermöglicht.

§ 4. Die Subvention darf die tatsächlichen Kosten der subventionierten Tätigkeit oder des subventionierten Projekts nicht überschreiten. Die Regierung kann die Beträge oder Modalitäten für die Berechnung der Subvention festlegen.

§ 5. Jeder Subventionsantrag muss auf der Grundlage einer vollständigen Antragsakte gestellt werden. Der Antrag veranlasst einen Beschluss innerhalb einer Frist von vier Monaten ab der Einreichung der vollständigen Akte."

KAPITEL II. — *Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion*

Art. 9 - Artikel 1, Ziffer 3 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, ersetzt durch das Dekret vom 16. Februar 2017 wird durch folgenden Wortlaut ergänzt:

"t) Wallonisches Kollegium für nachhaltige Lebensmittel".

KAPITEL III. — *Übergangsbestimmung*

Art. 10 - Die erste wallonischen Strategie "Unser Essen von morgen - hin zu einem nachhaltigen Ernährungssystem" beginnt 2018.

Die folgenden wallonischen Strategien für nachhaltige Entwicklung beziehen sich auf die Übergangsthemen.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 2. Mai 2019

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,
Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—
Fußnote

(1) Sitzung 2018-2019.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1325 (2018-2019) Nr. 1 bis 8.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 30. April 2019

Diskussion

Abstimmung

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203471]

2 MEI 2019. — Decreet tot wijziging van het decreet van 27 juni 2013 betreffende het Waals beleid inzake duurzame ontwikkeling en het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 27 juni 2013
betreffende het Waals beleid inzake duurzame ontwikkeling*

Artikel 1. Het opschrift van het decreet van 27 juni 2013 betreffende het Waals beleid inzake duurzame ontwikkeling wordt vervangen door wat volgt:

“Decreet van 27 juni 2013 betreffende het Waals beleid inzake duurzame ontwikkeling en de daaruit voortvloeiende thema’s inzake transitie”.

Art. 2. De laatste zin van artikel 1 van hetzelfde decreet wordt aangevuld door wat volgt: “en de daaruit voortvloeiende thema’s inzake transitie.”.

Art. 3. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de punten 5°, 6° en 7°, luidend als volgt :

5° een “Waalse strategie “Manger Demain”, naar een duurzaam voedingssysteem”: een document met een algemene visie, een werkmethode, bestuursacties, een gemeenschappelijke identiteit en een prioritaire thematische beleidslijn, die de samenhang en efficiëntie bij de overgang naar een duurzaam voedingssysteem waarborgt;

6° een “duurzaam voedingssysteem”: een systeem dat voldoet aan alle doelstellingen van het referentietiel “Naar een duurzaam voedselsysteem in het Waals Gewest”, met inachtneming van de algemene principes ervan;

7° het “CwAD”: het “Collège wallon de l’Alimentation durable.”;

8° “overgangsthema”: een thema dat de basis vormt van de strategie voor duurzame ontwikkeling die gericht is op het nastreven van de doelstellingen die in algemene termen in de strategie voor duurzame ontwikkeling worden beschreven en dat een opstap vormt voor specifieke thema’s zoals voeding, energie, hulpbronnen, mobiliteit, bouw, enz.

Art. 4. De artikelen 3 tot 8 van hetzelfde decreet worden gegroepe^{er}d in een hoofdstuk I/1 met als opschrift “Waals beleid inzake duurzame ontwikkeling”.

Art. 5. In hetzelfde decreet, wordt, na artikel 8/1, een hoofdstuk 1/2 ingevoegd met als opschrift “Overgangsthema: Strategie “Manger Demain”, naar een duurzaam voedingssysteem”.

Art. 6. In hoofdstuk I/2, ingevoegd bij artikel 5, wordt artikel 9 van hetzelfde decreet, opgeheven bij het decreet van 17 december 2018, hersteld als volgt :

“Art. 9. § 1. Om de drie jaar wordt een nieuw prioritair thema door het “CwAD” bepaald voor de concentratie van de inspanningen op het gebied van duurzame voeding. Dit nieuwe thema, vergezeld van een specifiek actieplan, wordt door het “CwAD” ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd. Tegelijkertijd wordt een beoordeling van het vorige actieplan door het “CwAD” aan de Regering voorgelegd.

§ 2. Om de vijf jaar wordt een globale evaluatie van de Waalse strategie “Manger demain”, naar een duurzaam voedingssysteem” door het “CwAD” ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

Op basis van deze evaluatie, wordt in het Waalse Gewest een conferentie over duurzame voeding georganiseerd om verschillende actoren te raadplegen.

Na deze conferentie over duurzame voeding, wordt een rapport door het “CwAD” opgemaakt. Dit rapport identificeert de hefboomen en wordt voorgedragen aan de Regering.

De conferenties over duurzame voeding worden voorgelegd aan het Waals Parlement.

§ 3. Om de tien jaar wordt, in functie van de resultaten van de acties gevoerd in de paragrafen 2 en 3, de Waalse strategie “Manger demain”, naar een duurzaam voedselsysteem, herzien. De herziening van deze strategie wordt door het “CwAD” ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.”.

Art. 7. In hetzelfde hoofdstuk van hetzelfde decreet, wordt een artikel 9/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 9/1. § 1. Het “CwAD” wordt opgericht om te zorgen voor de betrokkenheid van de actoren in de opvolging van de Waalse strategie “Manger demain”, naar een duurzaam voedselsysteem.

§ 2. De Regering wijst de leden van het "CwAD" aan op voorstel van de Minister van Leefmilieu. Onverminderd artikel 2 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, worden de volgende regels van toepassing bij de samenstelling van het "CwAD":

1° het "CwAD" bestaat hoogstens uit veertig leden;

2° het "CwAD" bestaat uit vertegenwoordigers uit de volgende categorieën:

- a) categorie A: bestaande uit politieke overheden op alle machtsniveaus;
- b) categorie B: bestaande uit openbare besturen en Gewestelijke Instellingen van Openbaar nut;
- c) categorie C: bestaande uit de interprofessionele federaties en beroepsverenigingen;
- d) categorie D: bestaande uit de verenigingssector;
- e) categorie E: bestaande uit de onderzoekssector;
- f) categorie F: bestaande uit de sector landbouwbedrijven;
- f) categorie G: bestaande uit de sector van andere bedrijven dan landbouwbedrijven;
- h) categorie H: bestaande uit burgers en verbruikers.

Elk van deze categorieën mag niet meer dan vijftieng procent van het totale aantal leden vertegenwoordigen;

3° Een oproep tot kandidaturen wordt bekendgemaakt door de Waalse Overheidsdienst, Directie Duurzame Ontwikkeling. De kandidaten beschikken over vijftien dagen vanaf de datum van publicatie om namens de structuur die zij vertegenwoordigen een schriftelijke motivering en een curriculum vitae te sturen naar de Minister van Leefmilieu. De motivatiebrief wordt vermeld voor welke categorie als bedoeld in 3° de kandidaat solliciteert;

4° Indien meer dan veertig kandidaturen worden ontvangen of de in punt 2°, tweede lid, bepaalde grens van vijftieng procent per categorie wordt overschreden, onderzoekt de Regering op voorstel van de Minister van Leefmilieu de kandidaturen en wijst de leden aan en zorgt voor de toegevoegde waarde van de kandidaat, de diversiteit en een evenwicht ten aanzien van :

a) van de voedselwaardeketen: productie, verwerking, distributie, restauratie en consumptie, voor de categorieën C, F, G en H;

b) van de herkomst van de leden en hun kennis en kunde op het gebied van ecologische transitie, landbouw, milieu, ruimtelijke ordening, gezondheid, sociale actie, economie, onderzoek en opleiding, onderwijs, enz. voor de categorieën A, B, C, D en E.

§ 3. Het "CwAD" vervult de volgende opdrachten :

1° de evaluatie van de uitvoering van de Waalse strategie "Manger demain", naar een duurzaam voedingssysteem, indien nodig, voorstellen doen voor de verbetering en wijzigingen ervan;

2° op basis van de evaluaties, voorstellen uitwerken voor de evolutie van deze strategie;

3° het identificeren en voorstellen van gezamenlijk gebouwde, innoverende, transdisciplinaire en gecoördineerde oplossingen ter ondersteuning van deze strategie;

4° een uitwisseling van informatie tussen de verschillende actoren die betrokken zijn bij de voeding mogelijk te maken;

5° adviezen uitbrengen op het gebied van duurzame voeding;

6° de analyse, het kapitaliseren en het verspreiden van opkomende goede praktijken binnen lokaal opererende voedselbeleidsraden.

§ 4. Lid zijn van het "CwAD" en deelnemen aan zijn vergaderingen geeft geen recht op een presentiegeld.'.

Art. 8. In hetzelfde hoofdstuk, wordt een artikel 9/2 ingevoerd, luidend als volgt :

"Art. 9/2. § 1. De Regering kan aan elke natuurlijke of rechtspersoon subsidies toekennen om de uitwerking, de toepassing en de voortzetting van de Waalse strategie "Manger demain" naar een duurzaam voedingssysteem te ondersteunen.

§ 2. De door de subsidie gedekte uitgaven zijn van financiële aard.

§ 3. Om voor de subsidie in aanmerking te komen, moet de rechtspersoon of natuurlijke persoon:

1° aantonen dat het gesubsidieerde project of de gesubsidieerde activiteit in overeenstemming is met de maatregelen die zijn vastgelegd bij de Waalse strategie "Manger demain", naar een duurzaam voedselsysteem;

2° nagaan hoe het project het mogelijk maakt de maatregelen bepaald bij de Waalse strategie "Manger demain" naar een duurzaam voedingssysteem te bereiken.

§ 4. De subsidie mag niet hoger zijn dan de werkelijke kosten van de gesubsidieerde activiteit of het gesubsidieerde project. De Regering kan de bedragen of de modaliteiten voor de berekening van de subsidie vaststellen.

§ 5. Elke subsidieaanvraag moet worden ingediend op basis van een volledig dossier. De aanvraag geeft aanleiding tot een beslissing binnen een termijn van vier maanden na de datum waarop het dossier volledig is.'.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie*

Art. 9. Artikel 1, 3°, van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, vervangen bij het decreet van 16 februari 2017, wordt aangevuld door wat volgt:

"t) "Collège wallon de l'Alimentation durable".

HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepaling*

Art. 10. De eerste Waalse strategie "Manger Demain", naar een duurzaam voedingssysteem is begonnen in 2018. De volgende Waalse strategieën inzake duurzame ontwikkeling zullen verwijzen naar de overgangsthema's. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
V. DE BUE

—
Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement 1325 (2018-2019) Nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, openbare vergadering van 30 april 2019.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203473]

23 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, l'article 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments;

Vu le rapport du 1^{er} avril 2019 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 66.017/4 du Conseil d'État, donné le 15 mai 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments.

Art. 2. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, l'annexe D est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2019.

Art. 4. Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 mai 2019.

Pour le Gouvernement :
Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE